



Apprendre en luttant

Aziz Choudry

Paru sur Briarpatch – Août 2016

Traduction parue sur Ballast – Février 2025

Depuis son émergence il y a quatre ans, le mouvement des Soulèvements de la Terre a permis un renouveau des luttes écologistes en proposant un cadre organisationnel décentralisé, propice à l'union des différentes forces militantes et à l'action directe localisée. Après la manifestation contre les méga-bassines de Sainte-Soline¹ en mars 2023, diverses critiques sont néanmoins apparues sur des sites militants indépendants. En cause, des formes d'autoritarisme au sein du noyau organisationnel, une profonde incompréhension quant à certains choix stratégiques. Nul doute que les écrits de l'universitaire et activiste canadien Aziz Choudry, décédé en 2021, auraient pu contribuer aux réflexions qui ont dû animer par la suite le mouvement. Dans cet article paru sur Briarpatch², il s'est posé la question des rapports de pouvoir dans les mouvements sociaux et de la hiérarchisation entre savoirs pratiques issus des luttes et savoirs théoriques. Nous le traduisons.



Certaines des lectures les plus poussées de notre monde proviennent de personnes ordinaires qui s'unissent et œuvrent pour le changement. Elles proviennent des peuples indigènes qui défendent leurs terres contre les assauts de l'État et des entreprises à l'encontre de leur souveraineté. Elles proviennent des mouvements organisés de petits agriculteurs — parmi lesquels figurent de nombreuses femmes — qui luttent contre l'accaparement des terres et de l'eau, l'agriculture industrielle et la marchandisation de la nature. Elles proviennent des travailleurs migrants et immigrés — souvent considérés comme inorganisable par les syndicats — qui luttent pour la justice en matière de travail et d'immigration. Ces luttes sont des incubateurs d'idées qui peuvent non seulement enrichir notre analyse du monde, mais aussi nous aider à réfléchir, dans nos propres vies et dans nos propres espaces, aux possibilités et aux moyens de le changer.

¹ « Un an après, raconter Sainte-Soline », *Ballast*, 25 mars 2024, <https://www.revue-ballast.fr/un-an-apres-raconter-sainte-soline/>

² Aziz Choudry, « The Intellectual Labour of Social Movements », *Briarpatch*, 16 août 2016 <https://briarpatchmagazine.com/articles/view/the-intellectual-labour-of-social-movements>

Pour comprendre ce dont nous avons réellement besoin pour organiser le changement, il faut prendre au sérieux l'apprentissage et la production de connaissances impliqués dans le travail intellectuel conduit par les luttes quotidiennes, lorsque les gens se réunissent pour discuter des problèmes et des injustices, débattre de stratégies à adopter et agir. Le travail et les actions des gens peuvent être découpés et compartimentés avec une trop grande facilité : les manifestant·es manifestent, les chercheur·euses cherchent, les éducateur·ices éduquent, les organisateur·ices organisent. En négligeant la capacité de chacun·e à apprendre et à réfléchir au cours des luttes pour le changement, nous nous retrouvons avec des récits simplistes qui se concentrent sur les grands individus, les leaders charismatiques, les slogans accrocheurs et les porte-paroles professionnels, et qui attribuent à tort l'essor des luttes et des mouvements sociaux aux réseaux sociaux.

La féministe britannique Jane Thompson, éducatrice pour adultes, affirme que l'objectif de la connaissance doit être plus qu'une solution individualiste à un préjudice personnel. Comme elle le dit : « *Le changement social, la libération [...] ne seront atteints que par des réponses collectives, et non individuelles, à l'oppression.* »

Amnésie dans le travail organisationnel

Le sociologue et militant Gary Kinsman, préoccupé par la façon dont les origines radicales des mouvements sociaux comme de la résistance des communautés sont remplacées par des versions plus « respectables » et libérales de l'histoire, nous rappelle la nécessité de surmonter « *l'organisation sociale de l'oubli* ». Mettre sous le tapis les histoires critiques des luttes en faveur de versions plus simplifiées va de pair avec les récits néolibéraux de l'histoire qui privilégient les exploits individuels sur les histoires riches, nuancées, souvent dangereuses et difficiles des luttes de beaucoup de gens ordinaires.

La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud — qui a mobilisé des millions de personnes, avec différents mouvements de libération et tendances politiques — a par exemple souvent été réduite à la vie

et aux paroles de Nelson Mandela. Cette simplification prend aussi la forme d'une focalisation dominante sur les dirigeants masculins issus des classes moyennes, comme Gandhi et Nehru, dans la lutte pour la liberté en Inde, et dans l'effacement ou la minimisation d'un large éventail de résistances populaires, y compris les luttes des femmes, les grèves ouvrières et les révoltes paysannes, ainsi que les mouvements révolutionnaires, anti-impérialistes, et parfois armés. Enfin, on nous livre des arguments techno-utopiques expliquant que la grève des étudiants québécois aurait eu lieu grâce aux réseaux sociaux et qu'on devrait à Internet d'avoir fait échouer l'Accord multilatéral sur l'investissement à la fin des années 1990. Or ces deux assertions font toutes deux abstraction des efforts d'organisation menés pour construire les mouvements de toutes pièces.

Le travail de petits groupes de personnes qui luttent et gagnent du terrain, généralement dans le cadre d'une organisation de longue haleine, est souvent effacé de nos mémoires collectives. À titre d'exemple, le mouvement international anti-apartheid et la campagne actuelle de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) ont été construits au Canada et dans de nombreux autres pays par de petits groupes de militant·es solidaires avec la Palestine, qui ont travaillé pendant des années avant que des organisations et des institutions plus importantes ne prennent des mesures.

Archives et mémoires

Les histoires des luttes populaires pour le changement social sont elles-mêmes des réservoirs d'idées, de débats et de pratiques qui peuvent offrir de précieuses ressources conceptuelles et pratiques. Mais l'intérêt porté à l'histoire, à la mémoire et aux idées des mouvements antérieurs varie considérablement entre les organisateur·ices et les militant·es des mouvements sociaux, des organisations politiques, des communautés et des luttes populaires contemporaines.

En raison de contraintes de ressources et d'autres priorités concurrentes, les militant·es et les mouvements ne sont pas toujours en mesure de se concentrer sur la préservation de leur propre histoire, ou de la transmettre et de s'y engager de manière critique.

Comme le fait remarquer l'universitaire et activiste britannique Anandi Ramamurthy, des documents peuvent être perdus lorsque des organisations se dissolvent, que des participant·es perdent leurs illusions ou que des personnes changent de bureau ou de domicile. Souvent, la répression de l'État joue un rôle dans la destruction ou la perte de ces documents. En outre, les organisateur·ices et les mouvements se concentrent souvent sur l'obtention d'un changement immédiat plutôt que sur la conservation des documents ou sur les leçons à tirer de leurs activités pour la génération suivante.

Lorsque nous reprenons à notre compte des idées et des concepts pertinents issus de luttes antérieures, nous devons nous méfier de l'invention d'histoires ou de continuités fictives avec le passé ; nous devons également éviter d'essayer de copier de manière mécanique des victoires passées. D'autre part, nous devons nous méfier de la tendance à écarter d'office les anciennes tactiques dans de nouveaux contextes, simplement parce qu'elles n'ont pas fonctionné dans d'autres situations.

Nous ne pouvons pas nous permettre le coût d'une amnésie historique et sociale pour les luttes contemporaines et futures, au risque de perdre le fil et la mesure du prix à payer pour amener un changement social, et de nous retrouver avec une version de l'histoire qui escamote ou ignore l'importance des mécaniques d'organisation. Une telle amnésie peut faire oublier les conflits, les tensions et les dynamiques de pouvoir qui ont fait partie de ces efforts d'organisation et dont nous pouvons également tirer des enseignements.

Surmonter l'opposition entre muscles et cerveau

Comme nous le rappelle l'historien E.P. Thompson³, les gens ordinaires construisent leur propre histoire. Je pense qu'il faut creuser la relation entre l'apprentissage informel et fortuit qui se produit dans le travail souvent banal d'organisation, et le travail

³ François D'Agostino, « S'inspirer des révoltes précapitalistes ? », *Ballast*, 6 novembre 2015, <https://www.revue-ballast.fr/la-revolte-pre-capitaliste/>

d'éducation interne plus intentionnel effectué dans les communautés en lutte et au sein de pratiques activistes, comme les ateliers et les programmes d'éducation politique. Griff Foley, formateur d'adultes australiens, explique qu'une grande partie de l'apprentissage dans l'action sociale est informelle et non planifiée : « *elle est tacite, ancrée dans l'action et n'est souvent pas reconnue comme un apprentissage* ». En outre, l'apprentissage dans les mouvements sociaux est compliqué et contradictoire. Il peut reproduire le statu quo, les positions et les idées dominantes, mais aussi générer ce que Foley appelle « *des reconnaissances qui permettent aux gens de critiquer et de remettre en question l'ordre existant* ». C'est ce qui rend cet apprentissage « *difficile, ambigu et contesté* », écrit-il. Pourtant, ces deux formes d'apprentissage ont tendance à être reléguées au second plan dans la plupart des descriptions et des récits des mouvements. Ainsi, pour pouvoir retenir et intégrer les précieuses leçons de ce travail, il faut que nous soyons engagés dans l'action et capables d'y réfléchir.

L'organisation, l'apprentissage ou les idées produites dans les luttes des mouvements sociaux ne doivent pas être romantisés, mais beaucoup d'entre nous sous-estiment ou ignorent la capacité des gens ordinaires — en particulier ceux qui sont socialement et économiquement marginalisés — à penser et à produire du contenu théorique au cours des luttes pour la justice et en relation avec elles. Certaines des idées qu'ils partagent nous amènent à dépasser les horizons de possibilités du sens commun que beaucoup ont accepté comme étant la seule façon de penser. On observe un exemple contemporain de ce phénomène lorsque les travailleurs migrants et immigrés s'organisent en dehors des formes syndicales traditionnelles, dans des organisations telles que le Centre des travailleurs immigrés de Montréal, qui nous poussent à repenser où et comment les mouvements ouvriers pourraient être réinventés ou reconstruits.

Les gens ont également tendance à mesurer le succès à court terme ou l'impact visible des mouvements au détriment de l'importance plus large et plus profonde de processus qui prennent beaucoup plus de temps à porter leurs fruits et qui ne sont pas toujours faciles à cartographier. Sans les luttes quotidiennes, il ne peut y avoir de changement systémique plus important. Et c'est dans ces

luttons quotidiennes et locales que les gens construisent l'analyse, les compétences, les stratégies et la base nécessaire à un changement plus large et à plus long terme. Paula Allman, spécialiste de l'éducation des adultes, insiste sur l'importance de ces luttes pour la réforme, « *qu'il s'agisse de questions émanant de l'atelier, de la communauté, de l'environnement ou de tout autre site touché par les ramifications du capitalisme [...]. Ces luttes sont parmi les sites les plus importants où l'éducation critique peut et doit avoir lieu. De plus, si cette éducation critique a lieu dans le cadre de relations renouvelées, les gens transformeront non seulement leur conscience, mais aussi leur subjectivité et leur sensibilité.* »

Il peut être instructif et éclairant de réfléchir à la façon dont des idées et des causes autrefois considérées comme radicales ou subversives, telles que le droit des femmes à voter et à se présenter aux élections, peuvent devenir courantes, tandis que des idées autrefois courantes, telles que les formes de propriété sociale, sont redéfinies comme étant extrêmes. Les affirmations concernant l'apparente nouveauté de certains défis contemporains, les mobilisations et les formes d'activisme les plus récentes peuvent parfois nous détourner d'une réflexion approfondie sur la continuité des systèmes sociaux, politiques et économiques au sein desquels les gens luttent. Le présent peut souvent être déconnecté de son histoire, y compris des concepts et des leçons des luttes antérieures, d'une manière qui considère essentiellement toutes les luttes collectives en tous lieux comme des échecs et qui accepte ouvertement ou implicitement qu'il n'y a pas de véritable alternative au capitalisme, alors que nous passons d'une crise à l'autre à l'échelle planétaire.

Je suis conscient de l'importance de l'apprentissage intergénérationnel et du fait que je me trouve personnellement à cheval, d'une part, sur une période critique entre la politique, l'éducation et les traditions d'organisation forgées à l'époque de la guerre froide (sans parler des enseignements tirés de formes plus anciennes d'internationalisme insurrectionnel, de résistance anticoloniale et de luttes de libération), et, d'autre part, des formes plus récentes de communication et d'engagement politique qui manquent parfois d'esprit critique dans leurs affirmations utopiques sur la capacité des médias numériques à faire émerger de nouveaux mouvements

horizontaux et sans leader (d'Occupy aux soulèvements en Égypte et ailleurs au Moyen-Orient). En outre, je suis conscient de l'existence d'une vague d'approches du changement social qui sont entrepreneuriales, individualistes et professionnalisées, même si elles font appel à un langage et à des concepts relatifs à la « communauté » ou « au collectif ». La grève des étudiant·es au Québec⁴ — qui s'est construite grâce à une organisation minutieuse plutôt que par le biais de Facebook — a montré qu'une nouvelle génération d'étudiant·es activistes (que beaucoup considéraient comme des jeunes suffisant·es et égocentriques) a des choses à nous apprendre sur l'action collective. Cependant, nous ne pouvons ignorer que le capitalisme de libre marché a affecté l'action collective, entraînant l'atomisation des individus, la promotion d'une sorte de changement social et d'entrepreneuriat environnemental, ainsi qu'une concurrence féroce pour marquer et revendiquer la propriété d'idées et de questions progressistes.

Qui parle ?

Comme beaucoup d'autres, j'ai connu des conflits au sein d'organisations et de coalitions engagées pour la paix et la justice, avec des personnes qui ignoraient ou rejetaient systématiquement le racisme, le sexisme et le colonialisme comme n'étant pas liés au « vrai problème » tel que défini par les cliques dominantes au sein de ces groupes. J'ai également constaté que les perspectives anti-coloniales et anti-impérialistes étaient souvent rejetées dans ces espaces. La politique de l'ego et de la personnalité semblait aussi ancrée dans nombre de ces réseaux que dans le monde que nous étions censés essayer de transformer. Très tôt dans mon expérience d'activiste politique, j'ai appris qu'il n'y avait pas nécessairement un « nous » unifié dans le « mouvement ».

J'ai commencé à examiner d'un œil critique les revendications des organisations qui prétendent œuvrer pour un monde meilleur par rapport à leurs pratiques réelles. J'ai également appris qu'il pouvait être difficile de remettre en question les hypothèses et les dynamiques de pouvoir au sein de nombre d'organisations et de

⁴ « Étudier, c'est travailler — entretien avec les CUTE », *Ballast*, 27 juillet 2019, <https://www.revue-ballast.fr/etudier-cest-travailler-entretien-avec-les-cute/>

groupes. Jusqu'à quel point la dissidence est-elle tolérée dans des lieux/groupes politiques ouvertement radicaux ou critiques ? Comment remettre en question le contrôle interne de la dissidence au sein des espaces activistes/progressistes ? Quel degré d'auto-critique, de débat ou de discussion est jugé acceptable (et par qui) dans les différents contextes militants ? Je pense qu'il est également important de réfléchir à la manière dont le changement est propulsé par des tendances ou des idées qui sont considérées comme marginales par rapport aux structures dominantes des mouvements (comme les courants antiracistes au sein des mouvements syndicaux et féministes), et qui ont pourtant contribué à jeter les bases des luttes futures, par exemple, des travailleur·euses migrant·es et d'autres travailleur·euses racialisé·es.

Il y a ensuite la façon dont les gens tombent dans le piège de penser certaines personnes comme « intellectuel·les du mouvement », porte-paroles et représentant·es. Les mouvements, réseaux d'ONG et groupes d'activistes produisent souvent une sorte de « grande prêtrise » d'expert·es, des personnes qui parlent et avancent des idées et des positions, mais qui ne le font pas nécessairement en lien avec une communauté ou une base sociale, ou en rendant des comptes à ces dernières. L'une des conséquences de ce phénomène est qu'il peut détourner l'attention du fait que ce sont souvent les personnes ordinaires qui, dans les luttes, créent des connaissances et des idées : une grande partie du travail intellectuel d'organisation ne se fait pas par le biais de groupes d'experts, de conférences de presse et de déclarations, mais est élaborée dans le cadre de l'action. Certaines des idées les plus significatives naissent peut-être de conflits et de tensions lors de tentatives de s'organiser à plus grande échelle. Par exemple, au sein et en marge des coalitions et des alliances, des analyses pointues et des interprétations élaborées ont émergé sur le rôle de nombreuses ONG dans le soutien aux intérêts capitalistes. Ce n'est pas systématique, mais la confrontation directe avec les forces de sécurité (telles que la police et les agences de renseignement) s'avère souvent plus éclairante sur le pouvoir et les intérêts de l'État qu'un atelier ou un texte écrit.

Il se peut donc que ces séparations artificielles entre les rôles soient moins liées à une division du travail entre les « intellos » et

les « activistes du mouvement », mais qu'elles reflètent plutôt l'aliénation de nombreuses personnes ordinaires par rapport à leur travail intellectuel, aux idées et aux visions produites dans le cadre d'une action collective. La connaissance n'a-t-elle de valeur que si elle est produite dans certains cadres institutionnels par des personnes ayant des qualifications ou un statut professionnel particuliers ? Nous pourrions poser cette question aux mouvements sociaux et à d'autres formes d'activisme tout comme nous la posons au monde universitaire — nous ne pouvons pas simplement supposer que les gens ne savent rien et qu'ils ont besoin d'un éducateur libérateur ou d'un sauveur activiste pour les guider.

Il existe souvent une tension entre les acteur·ices professionnalisé·es qui prennent la parole lors des conférences, des ateliers ou des tables rondes et qui rédigent les documents d'analyse politique et les critiques des ONG, des organisations communautaires ou des groupes d'activistes, et ceux qui font le travail souvent banal d'organiser les gens et d'essayer de construire et de soutenir ce que le sociologue et activiste Alan Sears appelle les « *infrastructures de la dissidence* » — « *les moyens par lesquels les activistes développent des communautés politiques capables d'apprendre, de communiquer et de se mobiliser ensemble* ».

Ce type de division est problématique. Même au sein de bon nombre de ces réseaux et organisations, les avantages de l'apprentissage par la pratique sont souvent sous-évalués et ignorés. Je ressens un fort sentiment de disjonction lorsque des formes de connaissances élitistes sont élevées au rang d'« expertise » et d'« autorité » par les mêmes organisations et mouvements qui promeuvent la démocratie et l'égalité de valeur des différentes traditions de connaissances. De même, ceux d'entre nous qui peuvent parler et écrire de manière convaincante en accord avec les formes académiques ou d'autres officiellement reconnues sont souvent réifié·es en tant qu'expert·es. Cela semble refléter le point de vue de Foley selon lequel les mouvements et l'organisation des communautés peuvent reproduire les relations de pouvoir du statu quo. Les ONG et les groupes d'activistes définissent souvent les problèmes — ainsi qu'eux-mêmes — d'une manière étroite et compartimentée et, ce faisant, établissent des paramètres pour les campagnes et l'action politique.

Je reste quelque peu agnostique quant aux formes d'organisation et à leurs relations avec l'apprentissage et la production de connaissances utiles et pertinentes pour les luttes en faveur d'un changement social progressiste. Il n'y a pas de recette toute faite pour créer les conditions sociales, politiques et économiques d'un apprentissage et d'une production de connaissances radicaux. Le pouvoir, l'histoire et le contexte sont des considérations centrales. Mais comme le suggère l'historien noir américain Robin Kelley, c'est « *dans la poésie de la lutte et de l'expérience vécue, dans les paroles des gens ordinaires, dans les produits culturels des mouvements sociaux, dans les réflexions des activistes, que nous découvrons les diverses cartes cognitives de l'avenir, du monde qui n'est pas encore né* ».